

LE 28 SEPTEMBRE DÉFENDONS LE DROIT À L'AVORTEMENT PARTOUT DANS LE MONDE

Le 28 septembre, Journée internationale pour le droit à l'avortement, nous afficherons haut et fort notre solidarité avec toutes les femmes et les personnes trans du monde et en particulier celles et ceux des pays où est interdit totalement ou partiellement le droit à l'avortement !

Chaque année, nous manifesterons pour que ce droit soit établi, appliqué, respecté, dans le monde, en Europe et en France.

En Argentine, le Président Milei cherche à revenir sur le droit à l'avortement, acquis de haute lutte en 2020. Les conséquences de la décision de la Cour suprême états-unienne de 2022, continuent à peser sur les femmes et minorités de genre des USA dont certaines se rendent au Mexique où la Cour suprême a dépénalisé l'avortement en septembre 2023.

Partout où l'extrême droite arrive au pouvoir elle n'a de cesse de vouloir restreindre voire interdire les droits reproductifs. C'est le cas dans différents pays européens comme en Italie, en Hongrie ou en Pologne. Les femmes et personnes trans polonaises en paient encore le prix fort malgré un changement politique qui peine à rétablir le droit à l'avortement. **Il est essentiel d'inscrire le droit à l'avortement dans la Charte Européenne des Droits Fondamentaux.**

En mars 2024, la « liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse » a été inscrite dans la Constitution française, ce dont nous nous réjouissons. Cependant, cette avancée ne suffit pas. Les conditions dans lesquelles s'exercent la « liberté garantie » pourraient toujours être revues à la baisse. Rien ne garantit les moyens humains et matériels, la double clause de conscience du personnel médical existe toujours.

En outre, la nomination de Michel Barnier, qui a voté en 1982 contre le remboursement de l'IVG, requiert encore plus notre vigilance. La montée de l'extrême droite, à l'Assemblée Nationale (doublement du nombre de députés aux législatives 2024), comme dans la rue (attaques des locaux du Planning Familial) requiert également une mobilisation forte.

Ici en Haute-Garonne, le Planning Familial 31 est financièrement menacé !

Depuis 50 ans, il défend l'accès aux droits sexuels et reproductifs. Sa présence est indispensable pour toute la population. Aujourd'hui, les actions de l'association sont en danger, avec un déficit de près de 40 000€ pour clore 2024.

Nous exigeons afin de garantir l'application de la loi :

- l'accès aux soins, pour toutes, sur tous les territoires, tout le long de l'année avec la réouverture des CIVG fermés, des maternités et hôpitaux de proximité, le maintien de l'offre en ville.
- la garantie pour toutes du choix des méthodes pour l'IVG et la contraception,
- une politique claire et forte impulsant des campagnes publiques d'informations sur les droits sexuels et reproductifs ainsi que les séances d'éducation à la vie affective et sexuelle en milieu scolaire prévues par la loi du 4 juillet 2001
- une politique de production publique des médicaments essentiels, incluant ceux nécessaires à l'IVG, pour éviter toute pénurie. Cela passe par la création d'établissements pharmaceutiques nationaux et européens financés par des fonds publics, pour produire, diffuser et gérer les stocks de médicaments. Depuis les effets d'annonce de juin 2023, rien ne s'est concrétisé.

Nous manifesterons donc le 28 septembre 2024 pour la défense et l'application effective du droit fondamental à l'avortement partout dans le monde, et en soutien au Planning Familial 31 !

MANIF TOULOUSE 13H CAPITOLE

Premières organisations signataires :